Communiqué de presse intersyndical

Les Finances Publiques en Charente : encore et toujours le recul du service public !

Depuis des années, la Direction Générale des Finances Publiques absorbe ***la très grande majorité des suppressions d'emplois*** *dans la Fonction Publique d'État. Les services sont* ***exsangues****, les agents en* ***souffrance*** *et les contribuables* ***à bout de nerfs****…*
Pourtant, le service public est le ***garant de la continuité de l'État*** *en période de crise : durant cette période de pandémie, la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) a permis et permet encore* ***aux hôpitaux et aux collectivités de fonctionner****,* ***aux agents*** *des 3 versants de la fonction publique* ***d'être payés****, aux* ***entreprises*** *d'être* ***soutenues*** *par la gestion, le contrôle et le* ***versement du fonds de solidarité*** *ainsi que* ***l'octroi de délais*** *pour leurs échéances fiscales. Tout ceci en continuant d'exercer ses fonctions habituelles : gestion et recouvrement des impôts et taxes, gestion du fichier immobilier, du plan cadastral, etc.*
Il est donc logique de penser que ***la DGFIP est indispensable à la vie de la nation.*** *Or le Parlement, les représentants élus par les citoyens ont décidé de…* ***supprimer encore 1 600 emplois en 2022 au niveau national****, ce qui porte les suppressions à 20 745 sur la période 2012/2022 !*

Au 1er janvier 2022, 5 trésoreries et un service des impôts des particuliers fermés

Discrètement, **les trésoreries de Rouillac, Jarnac, Mansle, La Rochefoucauld et Montbron** ont fermé définitivement leurs portes au 1er janvier, tout comme le **SIP de Ruffec**. Depuis cette date, les usager·es ne peuvent plus payer en numéraire à Ruffec.

Dans ce silence assourdissant, c'est bien la **disparition de nos services publics dans les territoires ruraux** qu'il faut remarquer, au profit d'une concentration toujours plus poussée dans les agglomérations.

L'**imposture du "nouveau réseau de proximité"**, qui consiste à renvoyer les contribuables vers les buralistes pour les paiements ou les espaces France service pour, éventuellement, obtenir un rendez-vous lors d'une permanence, ne peut masquer le recul que cela constitue pour la majorité des habitants de la Charente.

Utiliser le mot magique de « proximité » ne peut masquer longtemps la disparition de la DGFIP des territoires. Le résultat produit est à l'exact opposé du discours !

Les emplois en Charente : + 54 = - 8

En Charente, ce sont 8 **emplois qui seront supprimés** cette année. **Depuis 10 ans**, ce sont **plus de 200 postes** qui ont été supprimés dans le département…
C'est un **gigantesque plan social** qui se poursuit sans interruption **depuis une décennie !**

En 2022, un tout nouveau service, le **centre de contact des particuliers**, sera implanté à Angoulême, conduisant au **transfert de 50 emplois** depuis les services locaux et les départements alentour. De même, les missions d'outre-mer ont été transmises au **centre de services bancaires** déjà implanté à Soyaux, conduisant au **transfert de 4 emplois**.

Le centre de contact des particuliers nouvellement créé aura vocation sera **uniquement un centre d'appel** à une **compétence nationale et non locale**. De plus **il n'aura pas vocation à accueillir du public** et ne renseignera pas forcément les usagers du département. La valeur ajoutée en matière de service public sera donc nulle. On peut même craindre **une nouvelle dégradation du service rendu** au public local.

Pire, ce service sera doté en personnels venant des services locaux ou d'autres départements. **Aucun emploi n'est donc « créé ».** Parler de transfert d'emplois, à l'échelle locale ou régionale, serait plus honnête.

L'ensemble des Français est **unanime** pour reconnaître **le caractère essentiel de notre administration**, son importance tant dans **le soutien de l'économie que sur la cohésion sociale**.

Il est temps que nos dirigeants **en prennent également conscience** et **prennent leurs responsabilités** en **stoppant les suppressions d'emploi** et les restructurations incessantes, en **recrutant massivement** et en **revalorisant les carrières et les rémunérations** de tous les agents publics.

Pour protester contre la casse de notre service public et réclamer de vrais moyens pour l'exercice de nos missions, les agentes et les agents de la DDFIP de la Charente vont se rassembler devant la cité administrative le 28 janvier à partir de 8h30, jour de reconvocation du comité technique local de suppression d'emplois.

Avec port du masque et dans le respect des gestes barrières

Contacts :
solidairesfinancespubliques.ddfip16@dgfip.finances.gouv.fr – Aline Sakonda : 06 10 24 79 74
fo.ddfip16@dgfip.finances.gouv.fr – Thierry Solas : 06 88 39 03 24
cgt.ddfip16@dgfip.finances.gouv.fr – Karine Fleurant : 06 08 83 68 45